

## **TRADUCTION**

Le 31 juillet 2025

**PAR COURRIEL**

[mark.carney@parl.gc.ca](mailto:mark.carney@parl.gc.ca)

[anita.anand@parl.gc.ca](mailto:anita.anand@parl.gc.ca)

Le très honorable Mark Carney  
Premier ministre du Canada  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)  
Canada  
K1A 0A6

L'honorable Anita Anand  
Ministre des Affaires étrangères  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)  
Canada  
K1A 0A6

### **Objet : Mettre fin au génocide à Gaza**

Monsieur le premier ministre Carney et Madame la ministre Anand,

Au nom des syndicats soussignés qui représentent plus de 1 million de membres, nous vous prions instamment de prendre des mesures immédiates afin de mettre fin au génocide à Gaza. Le Canada a des obligations légales de prévenir un génocide et de voir à ce qu'il ne soit pas complice de violations du droit international. Les déclarations ne suffisent pas.

L'utilisation par Israël de la privation de nourriture comme arme de guerre a atteint un niveau de perversité qui est incompréhensible. La population de Gaza meurt de malnutrition et de maladies liées à la faim. Voici ce qui était exprimé dans une déclaration conjointe publiée par 100 organisations humanitaires la semaine dernière : « Le siège imposé par le gouvernement israélien affame délibérément les communautés de Gaza. N'y faisant pas exception, les membres du personnel humanitaire doivent également se rendre sur les sites de distributions pour obtenir de quoi nourrir leur famille, au péril de leur vie<sup>1</sup>. » Plus de 1 000 Palestiniens et Palestiniennes ont été tués à Gaza près des sites de distribution de l'aide humanitaire, dirigés et gérés, depuis mai, par un sous-traitant américain et l'Armée de Défense d'Israël. Le gouvernement canadien doit imposer des sanctions à Israël, en exigeant que le gouvernement ou les autorités cessent de bloquer l'accès à l'aide humanitaire et mettent fin au siège à Gaza.

Depuis 21 mois, nous sommes témoins de scènes de violence horribles, sanctionnées par l'État israélien et perpétrées par l'Armée de Défense d'Israël, à Gaza. Plus de 60 000 personnes ont été tuées.

.../2

---

<sup>1</sup> <https://www.medecinssansfrontieres.ca/palestine-msf-statement-on-the-eus-failure-to-protect-people-in-gaza->

Tel qu'affirmé dans une lettre ouverte qui vous a été envoyée le 9 juin 2025 par un groupe prestigieux de 532 Canadiens et Canadiennes, « les actions d'Israël à Gaza sont largement considérées par les experts en droit international et les principales organisations de défense des droits de l'homme comme constituant un génocide<sup>2</sup> ».

Les cinq recommandations prioritaires pour le gouvernement canadien demeurent essentielles :

- travailler activement pour un cessez-le-feu immédiat et permanent et la libération de tous les captifs israéliens et palestiniens;
- insister pour un accès humanitaire complet à Gaza et exiger que l'embargo israélien sur l'Office de secours et de travaux des Nations Unies soit levé complètement;
- soutenir publiquement le rôle des tribunaux internationaux et se conformer à ces derniers pour tenir responsables ceux qui ne respectent pas le droit international;
- prendre toutes les mesures possibles au niveau national, y compris le retrait immédiat de l'Accord de libre-échange entre le Canada et Israël, l'imposition de sanctions contre les dirigeants israéliens, l'ouverture d'enquêtes en vertu de la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*, l'application d'un embargo complet des armes dans les deux sens et le retrait du statut d'organisme de bienfaisance aux organisations considérées complices de crimes en vertu du droit international;
- se joindre, sans plus tarder, aux 149 États qui reconnaissent l'État de Palestine et soutiennent tous les efforts pour que la Palestine se voit accorder le statut de membre à part entière des Nations Unies.

On diffuse en direct devant nos yeux massacre après massacre. Les bombes lâchées sur des écoles, les maisons de civils et des hôpitaux, des enfants démembrés et laissés « sans membres survivants de leur famille », voilà ce qui se passe au quotidien. La population palestinienne est victime de déplacements forcés. C'est une tentative de nettoyage ethnique des Palestiniennes et Palestiniens du territoire. Il n'y a aucune justification pour ce châtiment collectif ou ce niveau de violence et de destruction.

En tant que leaders sur la scène mondiale, vos actions ont un impact.

Nous vous félicitons pour votre déclaration conjointe avec les leaders de la France et du Royaume-Uni dans laquelle vous demandiez que l'on cesse complètement les opérations militaires à Gaza, que l'on facilite immédiatement l'aide humanitaire et que l'on mette fin à toute tentative d'intensifier l'implantation de colonies en Cisjordanie. Cependant, à ce moment-ci, les déclarations sans action concrète de la communauté internationale sont synonymes de complicité.

Un rapport rendu public le 29 juillet 2025 a exposé l'importante complicité du Canada dans le génocide israélien à Gaza à ce jour. Malgré des affirmations contraires, le rapport montre que le Canada a continué d'exporter des produits militaires vers Israël tout au long de 2024 et 2025, dont des projectiles, de l'équipement militaire, des pièces d'armements, des composants aéronautiques et des dispositifs de communication.

.../3

---

<sup>2</sup> [2025-09-06+Letter+to+PM+Carney+FR.pdf](https://2025-09-06+Letter+to+PM+Carney+FR.pdf)

En tant que signataire des Conventions de Genève et du Traité sur le commerce des armes, c'est en violation de notre responsabilité en vertu du droit international de « mettre en œuvre tous les moyens raisonnables » pour prévenir le crime de génocide et le punir.

Le gouvernement canadien doit imposer un embargo sur les armes à Israël dans les deux sens afin de mettre fin à la complicité du Canada et imposer des sanctions ciblées et progressives à l'État israélien, ainsi qu'aux dirigeants israéliens et au personnel militaire responsables des crimes de guerre. Nous devons également exercer des pressions sur d'autres pays occidentaux pour qu'ils fassent de même.

Le Canada devrait reconnaître l'État palestinien aujourd'hui, sans conditions. De plus, cela ne doit pas distraire de la nécessité de mettre fin à toutes les opérations militaires israéliennes à Gaza et en Cisjordanie et de laisser l'aide humanitaire entrer de façon urgente à Gaza sous l'égide de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies et d'autres organisations indépendantes et reconnues.

Nous vous prions d'accepter l'expression de nos sentiments distingués.

**ORIGINALE SIGNÉE PAR :**

**NATHAN PRIER**

Président national

Association canadienne des employés professionnels (ACEP)

**MARK HANCOCK**

Président national

Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)

**JAN SIMPSON**

Présidente nationale

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP)

**BERT BLUNDON**

Président

Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public (SNEGSP)

KC:vr/sep491

c.c. D. J. McGuinty, ministre de la Défense nationale, Parti libéral du Canada; S. Fuhr, secrétaire d'État (Approvisionnement en matière de défense), Parti libéral du Canada ; R. Sarai, secrétaire d'État (Développement international), Parti libéral du Canada; M. Chong, vice-président, Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, Parti conservateur du Canada; A. Scheer, chef intérimaire, Parti conservateur du Canada; Y.-F. Blanchet, chef, Bloc Québécois; D. Davies, chef intérimaire, Nouveau Parti démocratique du Canada; H. McPherson, députée; B. Bruske, présidente, Congrès du travail du Canada